

*Prêts aux petites entreprises—Loi*

En résumé, le ministère des Pêches et des Océans et le ministre créent d'énormes problèmes aux pêcheurs en les obligeant à parcourir de grandes distances pour ranger leurs bateaux et les faire réparer. A l'heure actuelle, les droits de mouillage, l'état des ports, les frais d'utilisation connexes et l'insuffisance des installations sur la côte de la Colombie-Britannique posent un énorme problème.

Dans des endroits comme Port Hardy, Campbell River, Saltery Bay et la région du port de Comox, dans ma circonscription, il est indispensable de remettre les ports en état et d'améliorer les installations de stationnement et de services, ce qui contribuerait fortement à l'épanouissement de l'économie locale et du village de pêcheurs.

Il faut mettre au point une infrastructure pour les pêcheurs. Il faut construire des chambres froides et des usines de transformation dans les localités afin de leur donner un centre d'intérêt. De nombreux pêcheurs ont exprimé des inquiétudes au sujet de l'aquaculture sur la côte de la Colombie-Britannique. Ce secteur a besoin d'une infrastructure sous forme de ports pour petites embarcations afin de charger et de décharger du matériel. Il faut des chambres froides et des usines de conditionnement pour se préparer au transfert du matériel.

La flotte commerciale a les mêmes besoins. Grâce à une importante installation d'entrepôt dans la localité de Port Hardy qui permettrait de conserver le hareng, le flétan et la saumon, une petite localité qui traverse actuellement une sérieuse crise, parce qu'elle repose sur une industrie unique, aurait tout à gagner si l'on augmentait considérablement les possibilités d'entrepôt et de conditionnement du poisson et les emplois. Bon nombre d'autres régions, le long de la côte de la Colombie-Britannique, profiteraient également des installations de chambres froides.

En ce qui concerne le programme de mise en valeur des salmonidés, le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) a récemment fait une déclaration annonçant que le gouvernement allait continuer à financer ce programme sur la côte de la Colombie-Britannique à un niveau très modeste et parfaitement insuffisant. Il y a un potentiel énorme de mise en valeur du saumon sur la côte de Colombie-Britannique. Les stocks actuels constitués dans des éclosiers, et la mise au point de systèmes d'incubation et de canaux de frai sont une des grandes réalisations des précédents gouvernements. Les stocks sont maintenus à un niveau donné chaque année.

Pourtant, les conservateurs parlent maintenant de privatiser ces installations. Ils parlent de s'en servir pour approvisionner l'industrie de l'aquaculture dans certaines zones. Ils parlent de les financer au moyen des taxes sur les débarquements. Le gouvernement du Canada essaie de se dérober à la responsabilité qu'il a de maintenir et d'améliorer le stock naturel de saumon qui a été une aubaine économique pour la côte ouest du Canada et en fait pour tout le Canada pendant des années. Il faut pour cela plus d'argent.

Il y a plusieurs années, le gouvernement a décidé de consacrer 5 millions de dollars à la création d'emplois sur la côte de

la Colombie-Britannique dans le cadre d'un PAAIM. Ce programme a encouragé la mise sur pied, dans le cadre du programme de mise en valeur des salmonidés, d'un certain nombre de projets qui ont été très fructueux. Ces entreprises ont été financées pendant quelques années et ont mis sur pied leurs propres projets. Une fois les projets en route, on a soudain coupé les fonds. Grâce aux efforts de quelques personnes dévouées plutôt qu'à la politique du ministère des Pêches et des Océans, on a réussi à débloquer quelques crédits au compte-gouttes pour distribuer un peu d'aide ici et là.

Le ministre a néanmoins reconnu que ces projets contribueraient dans une large mesure à la prospérité de la côte ouest et de l'ensemble du Canada et que le gouvernement devait les financer. Des projets ont été mis en oeuvre au nord de l'Île de Vancouver, à Port Hardy, dans la région de la rivière Oyster, à l'Île Quadra et à Gold River, dans le cadre du programme PAAIM. On leur a donné des fonds de démarrage qu'ont leur a ensuite coupés.

Ces stocks ont pris de l'importance. Ils approvisionnent la pêche commerciale et les communautés dans lesquelles vivent les pêcheurs qui, à leur tour, font vivre toutes les entreprises des localités en question. Il est essentiel que cela continue si nous voulons que la mise en valeur des salmonidés se poursuive.

Nous devons également faire l'inventaire des ressources. A quoi sert-il de consacrer beaucoup d'argent à la mise en valeur des salmonidés si vous autorisez l'abattage du bois dans des régions critiques, ce qui va détruire les cours d'eau et les aires d'élevage? Les régions de Rivers Inlet et du lac Owikeno ont certainement besoin d'une étude intégrée sur la gestion des ressources et d'un plan d'action établi en coopération avec le ministère fédéral des Pêches et des Océans, celui de l'Environnement et avec les organismes des gouvernements provinciaux.

L'industrie du hareng sur la côte ouest traverse aussi une crise. Les représentants de l'industrie et de groupes de pêcheurs ont comparu récemment devant le comité des pêches et des océans. Ils ont fait observer que le système de licences multiples cause un problème grave qui prive de nombreuses personnes de travail. Il fait du tort à de nombreuses collectivités et tend à décentraliser le contrôle des entreprises de pêche. Un petit nombre de pêcheurs profitent d'une ressource riche et abondante. Les licences multiples et le système régional de délivrance des licences ont compliqué les choses.

Le ministère des Pêches et des Océans doit tenir un registre de ceux qui ont le droit de pêcher le hareng. A partir de ce registre il faut mettre au point un système rationnel de transfert qui empêche l'entreprise de s'emparer du contrôle et empêche le ministère des Pêches et des Océans de mettre en oeuvre le régime Pearse qui priverait la plupart des gens de cette industrie de leur emploi et placerait l'ensemble de cette ressource entre les mains de quelques riches particuliers qui pourraient ne pas être des pêcheurs.